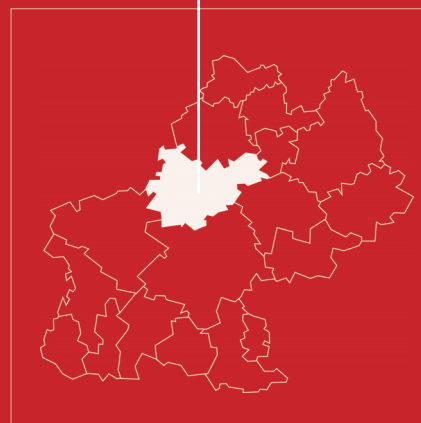


AVRIL 2006

→ Zone d'emploi de Montauban



Contribution au diagnostic du PRDF par zone d'emploi



Fonds social européen



Dernières tendances en Midi-Pyrénées

Plus grande région de France, Midi-Pyrénées exerce une forte attractivité sur les habitants des autres régions. **En 2005, la région a accueilli 25 000 personnes.** Toutefois, ce dynamisme n'est pas homogène sur tout le territoire, il profite essentiellement à Toulouse et sa périphérie.

La structure de l'économie régionale s'est profondément modifiée :

- dans l'agriculture, le nombre d'actifs a fortement diminué ; cependant, en proportion, l'emploi salarié se développe au détriment des agriculteurs indépendants ;
- dans l'industrie, avec un faible niveau d'industrialisation, la perte d'emploi est plus limitée dans notre région - 0,1 % par an contre - 1 % pour la France ;
- dans les services, on note une augmentation importante de l'emploi liée en partie au transfert vers le tertiaire des fonctions comptabilité, entretien, logistique, services généraux... des entreprises industrielles.

La région comptabilise 1 065 000 emplois (salariés et non salariés) fin 2003 et place ainsi Midi-Pyrénées au 8^e rang national. En 2004, ce sont 14 500 créations d'entreprises (sur 137 500 entreprises préexistantes) et 13 000 emplois supplémentaires qui ont été créés principalement dans les secteurs :

- des services aux entreprises (informatique, activités de conseil et d'assistance, produits financiers, centres d'appels...) : + 8 500 emplois ;
- de la construction en lien avec les grands chantiers (métro, travaux routiers...) et l'immobilier : + 1 800 emplois ;
- du commerce sous l'effet de la croissance démographique : + 1 200 emplois ;
- de l'industrie mais principalement des biens d'équipement (+ 400 emplois), des équipements mécaniques, des équipements électriques et électroniques... en lien avec le dynamisme de l'industrie aéronautique et ses effets sur la sous-traitance.

Parallèlement à cette croissance, **le travail temporaire se développe à un rythme soutenu de + 9,7 % entre 2003 et 2004.** Les missions d'intérim s'effectuent à 43 % dans l'industrie, 29 % dans le tertiaire et 28 % dans la construction.

La reconnaissance du poids de certaines filières industrielles de la région s'est récemment concrétisée par la labellisation de **6 pôles de compétitivité** dans lesquels Midi-Pyrénées est partie prenante, parmi les 67 couvrant le territoire national : « Aéronautique, espace, systèmes embarqués », « Cancer-bio-santé », « Elopsys », « Céramique », « Viaméca » et « Viandes et produits carnés ». Midi-Pyrénées vient de déposer une candidature à un nouveau pôle intitulé « Agro » qui concerne les domaines de l'agronomie, de l'alimentation et de la valorisation alimentaire et non alimentaire des produits agricoles.

Par ailleurs, **le taux de chômage (le plus bas des régions du Sud) a connu un léger fléchissement pour se confondre, aujourd'hui, avec la moyenne nationale : 9,8 %.** Toutefois, en 2005, 19 240 jeunes de la région sont à la recherche d'un emploi, **1 chômeur sur 6 a moins de 25 ans.** Alors que le nombre total de demandeurs d'emploi stagne entre 2004 et 2005, les effectifs de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans progressent de 2,7 %.

Enfin, Midi-Pyrénées est confrontée à la question du vieillissement et du renouvellement de ses actifs et en conséquence aux problématiques de transmission / reprise d'établissement (en particulier dans l'artisanat), aux difficultés de recrutement et de maintien dans l'emploi des seniors. **A l'horizon 2015, un quart des actifs de la région serait quinquagénaire ou plus âgé, soit 2 points de plus qu'au niveau national.** Le vieillissement est inégal selon les métiers et les territoires.

La production des qualifications fait appel à des dispositifs de formation variés. Ainsi, en 2004, en Midi-Pyrénées, 136 800 personnes étaient en formation professionnelle. Parmi elles, on trouve **71 000 scolaires, 20 740 en contrat de formation en alternance (dont 15 200 apprentis et 5 540 en contrat de qualification / contrat de professionnalisation), 43 100 stagiaires en formation continue (fonds publics) et 1 950 personnes ayant déposé un dossier de VAE passé en jury.**

Sources :

Le vieillissement des actifs en Midi-Pyrénées, Les dossiers de l'Insee n° 126, janvier 2005

L'industrie en Midi-Pyrénées, Les dossiers de l'Insee n° 131, décembre 2005

Les chiffres clés de la région Midi-Pyrénées, Drtefp de Midi-Pyrénées, décembre 2005

Sommaire

Emploi.....6

- > Pyramide des âges
- > Approche par GFE
- > Approche par catégorie socioprofessionnelle
- > Approche par diplôme
- > Tissu économique
- > Mobilité

Formation professionnelle.....10

Formation professionnelle initiale.....10

- > Approche par GFE
- > Approche par niveau de formation
- > Mobilité

Formation professionnelle continue.....12

- > Approche par GFE
- > Approche par niveau de formation
- > Mobilité

Marché du travail.....14

- > Approche par GFE
- > Approche par catégorie socioprofessionnelle
- > Taux de tension

Au-delà des chiffres.....18

AVERTISSEMENT

Concernant le volet « EMPLOI », nos analyses portent principalement sur les recensements de la population 1990 et 1999, seules données exhaustives existantes permettant des analyses croisées (par GFE, classe d'âge, diplôme,...).

Glossaire

- De nombreux indicateurs sont présentés par **GFE** (Groupe formation emploi). C'est une nomenclature construite dans le cadre de la démarche Argos et composée d'une vingtaine de domaines. Elle permet de rassembler des informations statistiques de toutes origines pour rapprocher formations, emplois et marché du travail par grands corps de savoir.
- Les informations sur l'emploi concernent **la population active occupée**. Elle regroupe l'ensemble des personnes qui ont un emploi. La population active occupée au sens du recensement comprend les personnes qui déclarent :
 - exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
 - aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération) ;
 - être apprenti, stagiaire rémunéré... ;
 - être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

La mesure de la population active occupée peut s'effectuer au lieu de résidence ou au lieu de travail. Nous avons privilégié la mesure au lieu de travail chaque fois que cela était possible.

- Les chiffres sur **l'emploi salarié et le nombre d'établissements Assédic** concernent tous les établissements (et leurs salariés) affiliés au régime national d'assurance chômage. Les salariés de l'agriculture et ceux des établissements publics n'y figurent pas.
- **Les demandeurs d'emploi** sont les demandeurs de catégories 1 et 6 présents dans les fichiers Anpe au 31 mars des dates étudiées.
 - catégorie 1 : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein ;
 - catégorie 6 : personnes restant inscrites à l'Anpe, non immédiatement disponibles (déclarant avoir travaillé plus de 78 h. le mois précédent) et recherchant un emploi à durée indéterminée à temps plein.
- **Les offres d'emploi** sont les offres enregistrées par l'Anpe au cours de l'année étudiée, elles ne représentent qu'une partie des offres d'emploi totales.
- **Le taux de tension** est calculé à partir des demandeurs d'emploi de catégorie 1 uniquement, enregistrés au cours de l'année 2004 et des offres d'emploi enregistrées par l'Anpe au cours de cette même année. Il sert à repérer les difficultés de recrutement et se définit comme le rapport entre le flux d'offres d'emploi et le flux de demandes d'emploi sur la même période. Par définition, un taux de tension supérieur à 1, c'est-à-dire un excès d'offres par rapport aux demandes, matérialise des difficultés de recrutement. Cependant, ce ratio est le rapport entre deux flux dont l'un peut être considéré comme exhaustif (les demandes) et l'autre comme partiel (les offres d'emploi enregistrées à l'Anpe). C'est pourquoi, le choix se porte souvent sur un seuil « critique » de 0.75, c'est-à-dire qu'un taux de tension supérieur à 0.75, pour un métier, peut traduire des difficultés de recrutement pour les entreprises.
- Les éléments sur la formation concernent uniquement la formation professionnelle et ne tiennent pas compte de la formation générale.

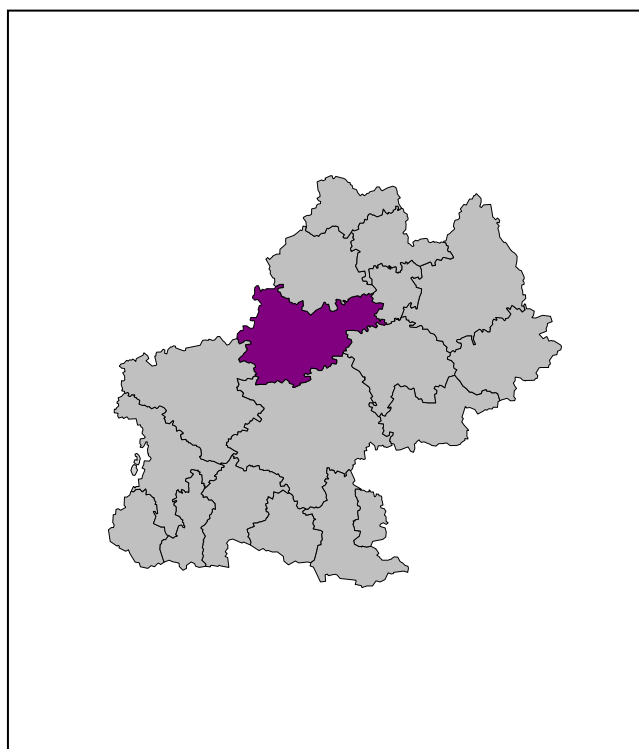
La formation professionnelle initiale rassemble :

- la voie scolaire sous tutelle des Ministères de l'Education nationale, de l'Agriculture et des Affaires sanitaires et sociales et prend en compte les diplômes de niveaux V à III et les licences professionnelles ;
- l'apprentissage, tous niveaux confondus (y compris pré-apprentissage). Les apprentis qui suivent leur formation sur des sites délocalisés sont comptabilisés dans l'établissement auxquels ces sites sont rattachés.

La formation professionnelle continue est celle financée sur fonds publics et concerne les personnes qui ont terminé leur stage l'année étudiée. La formation des salariés n'a pas été intégrée.

Les données relatives **aux contrats de qualification / professionnalisation** n'intègrent pas d'information locale. Elles ne peuvent pas être utilisées dans l'approche territoriale.

La zone d'emploi de **MONTAUBAN**



→ La zone d'emploi de Montauban comptabilise 206 034 habitants en 1999. Ce chiffre est en faible progression par rapport au recensement de 1990, en moyenne de 0,3 % par an (taux annuel moyen régional de 0,54 %).

Montauban est la seconde zone la plus attractive (après Toulouse) en terme de nouveaux arrivants puisque son solde migratoire s'élève à 5 586 entre 1990 et 1999. Sa facilité d'accès et sa proximité avec les grands axes autoroutiers font que la zone d'emploi de Montauban bénéficie de l'attractivité de Toulouse.

La population est relativement jeune avec 22,8 % de jeunes de moins de 20 ans, très proche du chiffre de la zone de Toulouse (23,1 %).

Le taux de chômage s'élève à 11 %, ce qui place la zone parmi les plus touchées de Midi-Pyrénées. La hausse des effectifs salariés dans le tertiaire et la construction n'a pas complètement compensé la baisse dans l'industrie traditionnelle et l'agriculture.

Le secteur du commerce se distingue avec 16,2 % de l'emploi salarié, ainsi que le secteur de la santé qui est en augmentation constante. L'agriculture et les industries agricoles et alimentaires constituent toujours un domaine d'emploi relativement important.

FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE

2004/2005	Montauban	Midi-Pyrénées
Effectifs	5 620	86 235
Voie scolaire	4 398	71 048
Apprentissage	1 222	15 187
Part des filles	40 %	38,7 %

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE (FPC)

2004	Montauban	Midi-Pyrénées
Effectifs	2 026	43 117
FPC qualifiante (plus de 300 h.)	1 025	25 653
FPC courte durée (moins de 300 h.)	1 001	17 464
Part des femmes	51,6 %	50,8 %

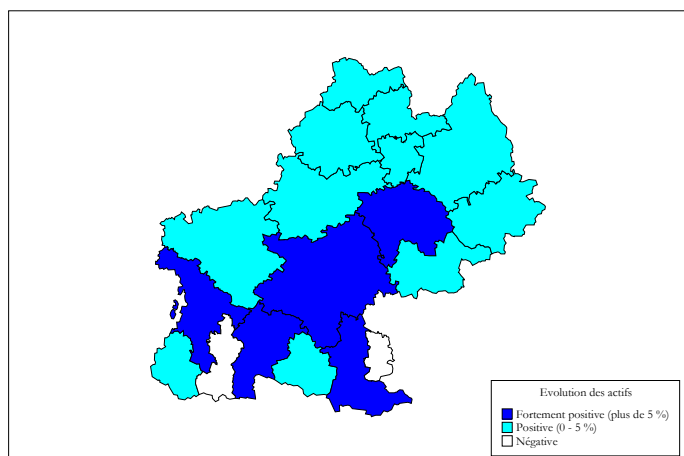
EMPLOI

2003	Montauban	Midi-Pyrénées
Nombre d'actifs	75 675	1 065 341
Evolution 99-03	+ 2,3 %	+ 6,5 %
Nombre de salariés	63 890	932 820
Agriculture	3,6 %	1,7 %
Industrie	15,3 %	16,4 %
Construction	6,5 %	6,2 %
Commerce	16,2 %	13,8 %
Services	58,4 %	61,9 %

MARCHÉ DU TRAVAIL

	Montauban	Midi-Pyrénées
Demandeurs d'emploi (2005)	9 709	120 329
Part des femmes	53,8 %	51,8 %
Offres d'emploi (2004)	10 516	124 181
Taux de tension (2004)	0,7	0,64
Taux de chômage (2005)	11 %	9,8 %

EMPLOI



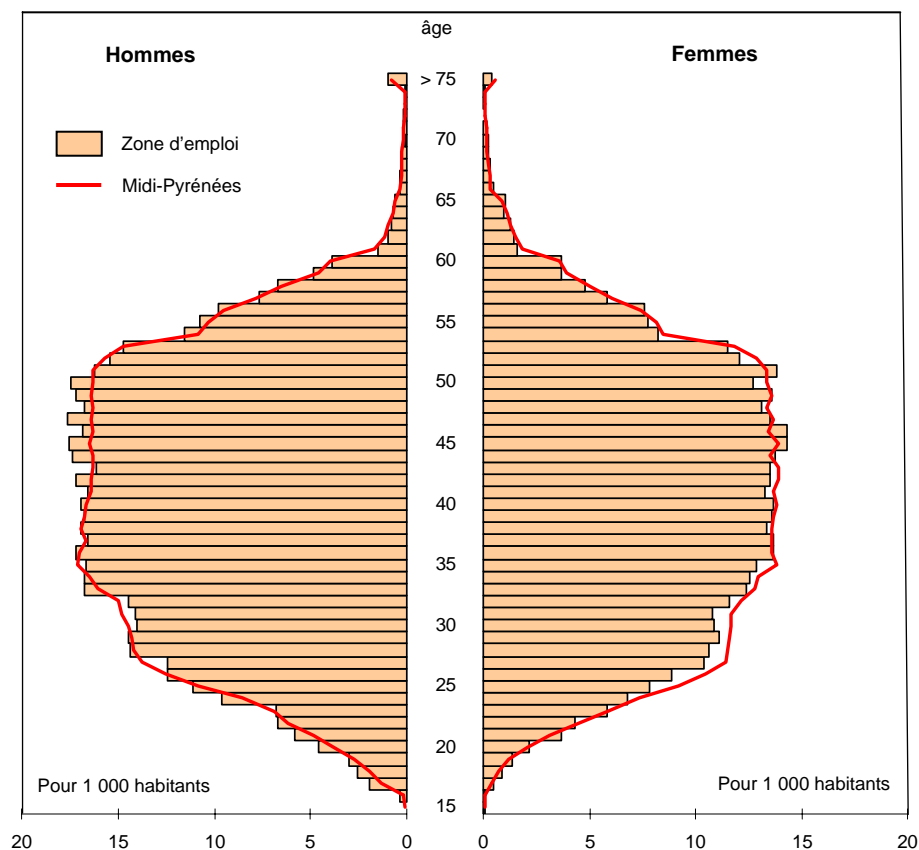
Evolution des actifs occupés des zones d'emploi entre 1999 et 2003

	Montauban		Midi-Pyrénées	
	1999	Evo. 90/99	1999	Evo. 90/99
Nombre d'actifs occupés	71 304	↗	985 062	↗
Part des femmes	45 %	↗	44,9 %	↗
Part des jeunes (actifs de moins de 30 ans)	17,9 %	↘	18,1 %	↘
Part des actifs de 50 ans et plus	23,2 %	↗	22,8 %	↗
Part des employés et ouvriers	54,8 %	↗	50,8 %	↘
Part des cadres, prof. intellectuelles supérieures et prof. intermédiaires	27,1 %	↗	35,5 %	↗
Part des diplômés du supérieur	19 %		26,5 %	

→ Le nombre d'actifs occupés dans la zone d'emploi de Montauban a augmenté entre 1990 et 1999 passant de 70 516 à 71 304 (+ 1,1 %). Depuis 1999, la croissance se consolide (+ 2,3 %), mais cette progression reste limitée au regard de la situation régionale (+ 6,5 %). La part des employés et ouvriers, supérieure à la moyenne régionale augmente et passe de 51,8 % à 54,8 %, notamment grâce à un essor des postes d'employés (+ 24 % des effectifs).

La part des cadres et professions intellectuelles supérieures, 27,1 % des actifs, augmente très légèrement et reste bien en deçà de la moyenne régionale.

>>> Pyramide des âges



→ En 1999, la population active occupée est sensiblement plus âgée que la moyenne régionale. La baisse de la part des moins de 30 ans est plus forte dans la zone qu'en Midi-Pyrénées. Cette situation laisse à penser que l'effet positif du vieillissement de la population sur l'emploi devrait être amplifié dans cette zone.

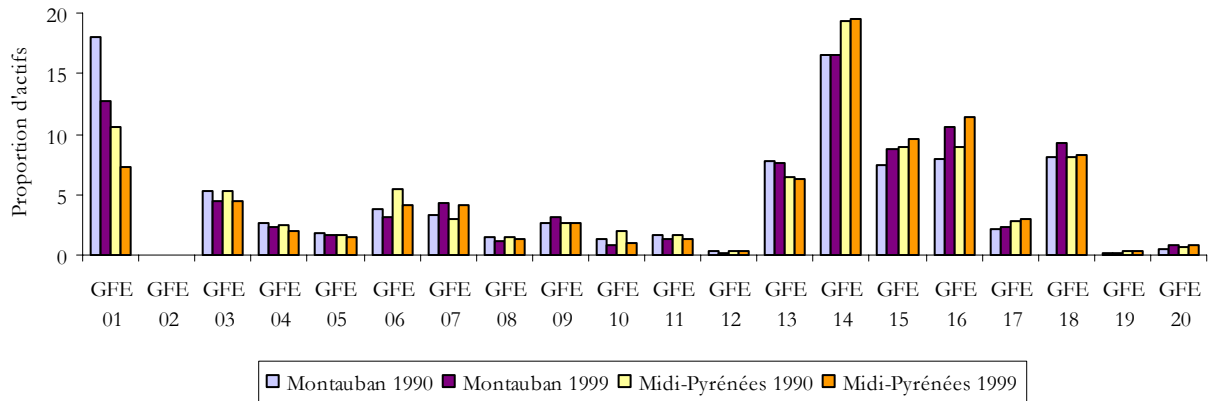
Les secteurs les plus concernés par le vieillissement de leurs salariés :

- Activités financières
- Education, santé, action sociale
- Activités immobilières
- Administration
- Agriculture

>>> Approche par GFE¹

1999	GFE 01	GFE 02	GFE 03	GFE 04	GFE 05	GFE 06	GFE 07	GFE 08	GFE 09	GFE 10	GFE 11
Actifs occupés de la zone d'emploi	9 106	4	3 138	1 640	1 159	2 224	3 009	829	2 221	605	919
	GFE 12	GFE 13	GFE 14	GFE 15	GFE 16	GFE 17	GFE 18	GFE 19	GFE 20	Autre	Total
	129	5 388	11 730	6 250	7 600	1 682	6 554	153	535	6 429	71 304

Evolution des proportions d'actifs par GFE



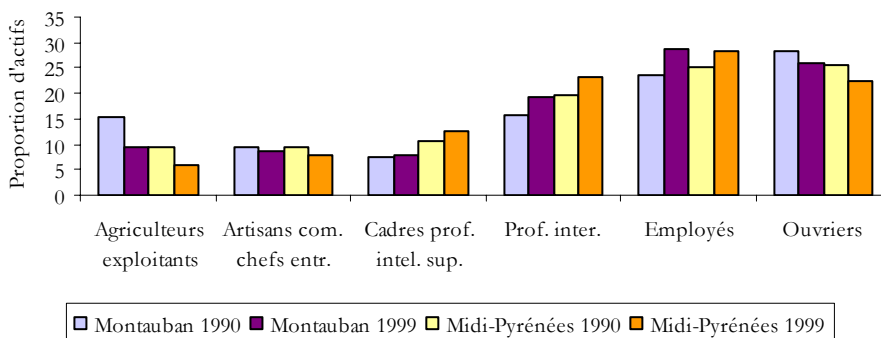
→ Le **GFE 14 (Tertiaire de bureau – Tertiaire spécialisé)** est en 1999 le 1^{er} employeur de la zone puisqu'il regroupe 16,5 % des actifs (contre 19,5 % en région). Il passe ainsi devant le **GFE 01 (Agriculture)** qui perd plus d'un quart de ses effectifs entre 1990 et 1999.

Le **GFE 16 (Paramédical – Travail social – Soins personnels)** enregistre la plus forte hausse de ses effectifs, 35 %, suivi du GFE 07 (Electricité – Electrotechnique – Electronique). Ce dernier ne représente que 4,2 % des actifs en 1999 (production d'énergie à Golfech) mais bénéficie d'un fort potentiel de développement (électrotechnique industrielle).

>>> Approche par catégorie socioprofessionnelle

1999	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total
Actifs occupés de la zone d'emploi	6 735	6 206	5 554	13 737	20 501	18 571	71 304

Evolution des proportions d'actifs par catégorie socioprofessionnelle



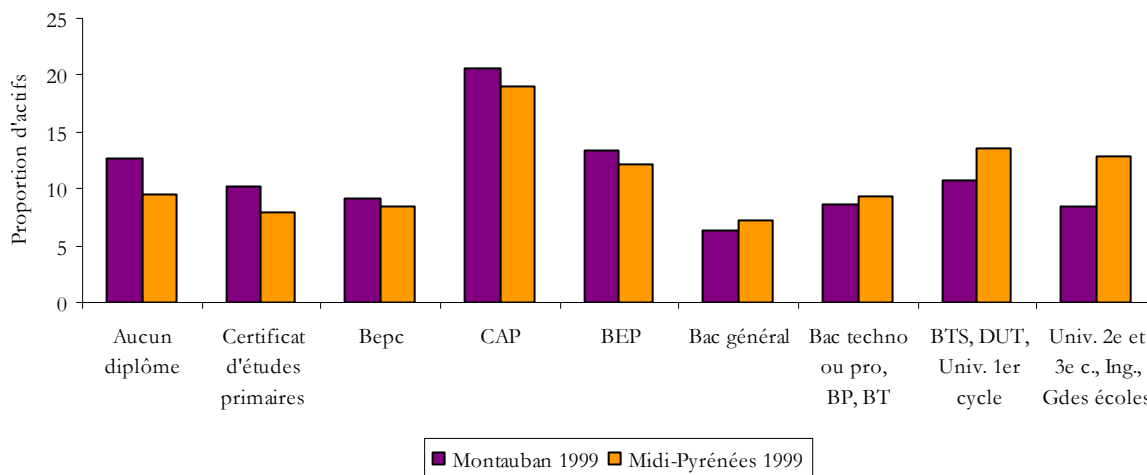
→ Les tendances sur la zone d'emploi sont les mêmes qu'à l'échelle régionale. A noter cependant, chez les employés : 24 % de croissance sur la zone d'emploi contre 18 % en région. A l'inverse, la **croissance des cadres et professions intermédiaires est beaucoup plus faible** sur la zone entre 1990 et 1999 : + 5 % contre 21 % en Midi-Pyrénées.

¹ Cf. Fiche pratique p 19.

>>> Approche par diplôme

1999	Aucun diplôme	Certificat d'études primaires	Bepc	CAP	BEP
Actifs occupés de la zone d'emploi	8 996	7 290	6 578	14 707	9 528
	Bac général	Bac techno ou pro, BP, BT	BTS, DUT, Univ. 1 ^{er} cycle	Univ. 2 ^e et 3 ^e cycle, Ing., Gdes écoles	Total
	4 524	6 099	7 601	5 981	71 304

Proportions d'actifs par diplôme



→ Près d'un actif sur trois n'a pas de diplôme ou dispose d'un diplôme inférieur au niveau CAP-BEP. Les diplômés du supérieur sont nettement sous-représentés : 16 % des actifs ont un diplôme de niveau Bac + 2 ou plus dans la zone contre 26,5 % dans la région.

>>> Tissu économique

Les 10 plus grands établissements de la zone

(secteur privé et Epic ; au 31-12-2003)

- > EDF (658 salariés)
- > Service de maintien à domicile, Smad 82 (526)
- > Crédit agricole sud alliance (489)
- > Clinique du pont de chaume (487)
- > Poulton (461)
- > Fauche (414)
- > Villeroy et Boch (390)
- > GIE Agora (312)
- > Base de Bressols (294)
- > Auchan France (275)

→ Le tissu économique est relativement diversifié (industries, transports, santé,...) mais deux des quatre plus grands établissements relèvent du secteur de la santé et de l'action sociale.

Emploi salarié et nombre d'établissements Assedic

Taille	Etablissements zone d'emploi		Salariés zone d'emploi		Salariés région
	2004	Part	2004	Part	Part
< 10 salariés	4 340	84,7 %	13 098	33,2 %	28,5 %
10-19 salariés	401	7,8 %	5 384	13,7 %	12,5 %
20-49 salariés	260	5,1 %	8 020	20,3 %	18,5 %
50-199 salariés	105	2,1 %	8 401	21,3 %	21,2 %
>= 200 salariés	15	0,3 %	4 520	11,5 %	19,3 %
Total	5 121	100 %	39 423	100 %	100 %

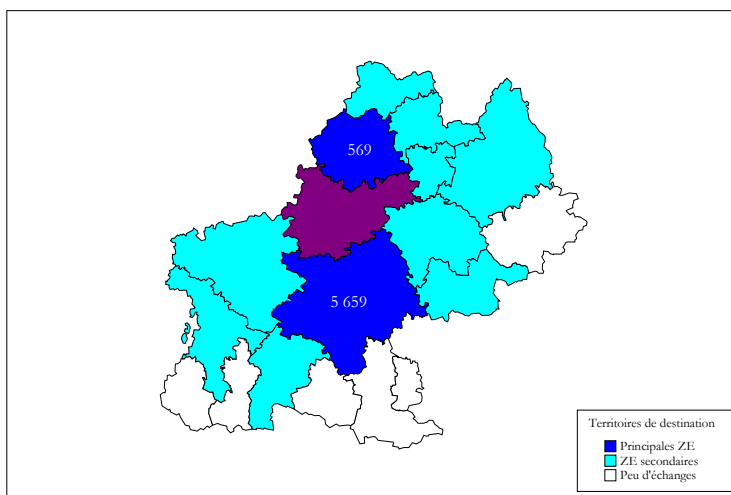
→ Les entreprises de moins de 10 salariés sont largement majoritaires sur la zone. Globalement, les petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés rassemblent la plus grande part des emplois (près de 70 %) ; cette concentration étant plus marquée à Montauban que dans l'ensemble de la région (60 %).

>>> **Mobilité**

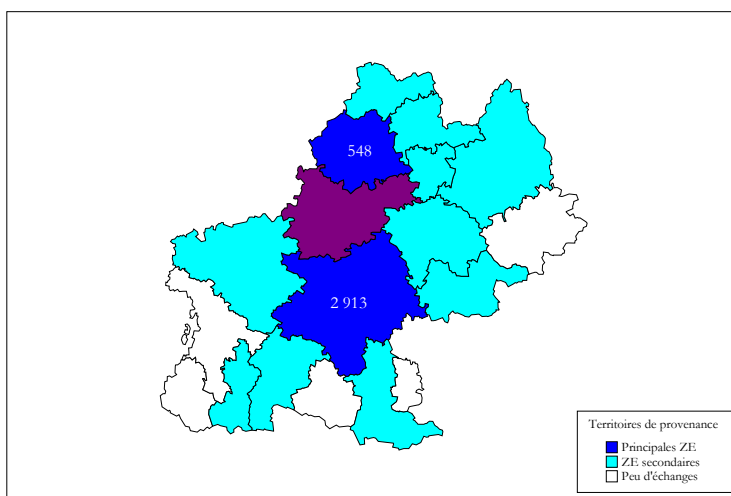
	1990	1999
Actifs venant travailler sur la zone d'emploi	3 056*	4 255*
Actifs allant travailler hors de la zone d'emploi	7 776	8 967

* Ces chiffres tiennent compte des actifs venant travailler sur la zone d'emploi en provenance de Midi-Pyrénées. Les habitants des autres régions ne sont pas comptabilisés.

→ Entre 1990 et 1999, **les actifs venant travailler sur la zone d'emploi augmentent de 39 %** alors qu'au même moment les actifs sortant de la zone pour aller travailler n'augmentent que de 15,3 %. 82 % des sortants vont travailler dans la zone d'emploi de Toulouse. Ceux qui viennent travailler dans la zone sont issus des zones d'emploi de Toulouse (68 %) et de Cahors (13 %) essentiellement.



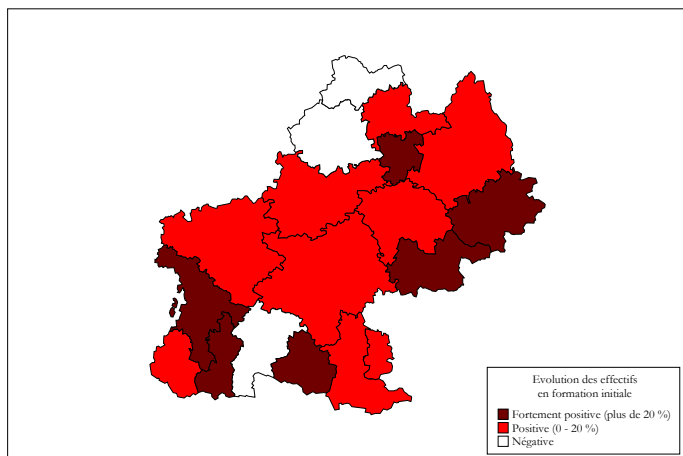
Actifs allant travailler hors de la zone d'emploi en 1999



Actifs venant travailler sur la zone d'emploi en 1999

FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation professionnelle initiale



		Montauban		Midi-Pyrénées	
		2004	Evo. 00/04	2004	Evo. 00/04
Effectifs		5 620	↗	86 235	↗
Part de la voie scolaire		78,3 %	↗	82,4 %	↗
Part de l'apprentissage		21,7 %	↘	17,6 %	↘
Part des filles		40 %	↗	38,7 %	↗
Etablissements	Lycées	17		289	
	CFA	4		77	
Part des formations de niveau III		10,6 %	→	24,6 %	↘
Part des formations de niveau V		52,1 %	→	40,2 %	↘

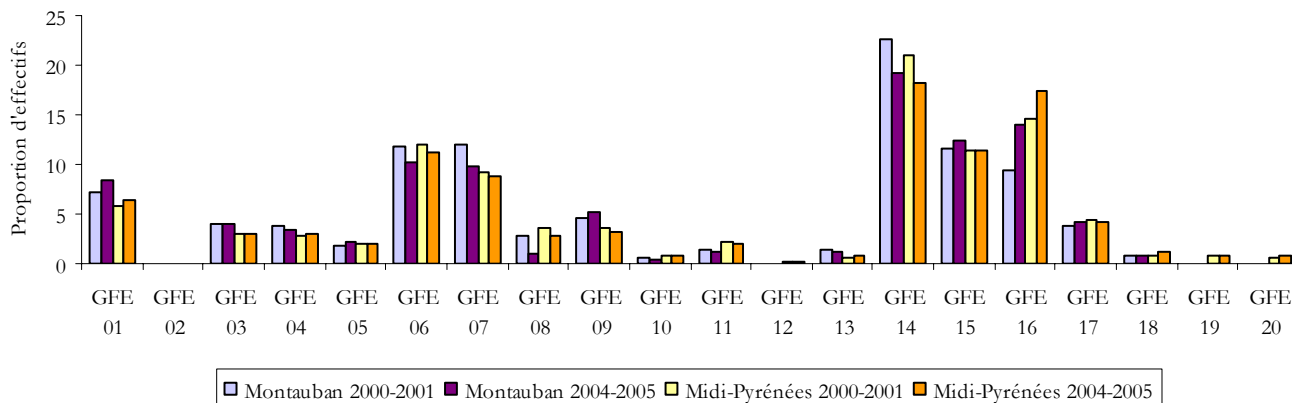
Evolution des effectifs entre 2000-2001 et 2004-2005

→ En 2004, la zone d'emploi rassemble **5 620 personnes en formation professionnelle initiale** soit 16,3 % de plus qu'en 2000, une progression plus forte que celle des effectifs à l'échelle régionale (+ 7,9 %). La part de l'apprentissage est supérieure à la moyenne régionale ; l'apprentissage est bien développé sur les niveaux V et IV essentiellement dans le commerce, l'agriculture et le bâtiment.

>>> Approche par GFE

2004/2005	GFE 01	GFE 02	GFE 03	GFE 04	GFE 05	GFE 06	GFE 07	GFE 08	GFE 09	GFE 10	GFE 11
Effectifs de la zone d'emploi	476	0	226	194	126	573	549	55	292	25	71
	GFE 12	GFE 13	GFE 14	GFE 15	GFE 16	GFE 17	GFE 18	GFE 19	GFE 20	Autre	Total
	0	68	1 080	692	784	237	44	0	0	128	5 620

Evolution des proportions d'effectifs par GFE

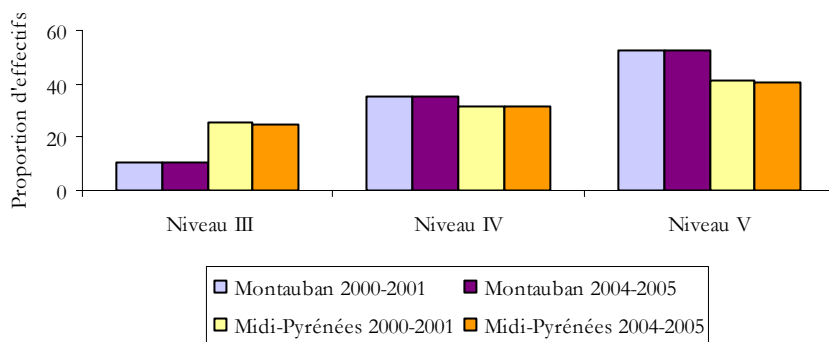


→ **Près d'un élève sur cinq est inscrit dans une formation du GFE 14 (Tertiaire de bureau – Tertiaire spécialisé).** La croissance des effectifs dans le GFE 16 (Paramédical – Travail social - Soins personnels) est plus marquée que l'évolution régionale (73 % contre 28 % entre 2000 et 2004), ce qui fait du **GFE 16 le 2^e pôle de formation** devant le GFE 15 (Commerce et distribution). Le poids du GFE 01 (Agriculture) gagne 1,3 points de plus qu'en 2000. Quant aux GFE 06 (Mécanique – Automatismes) et 07 (Electricité - Electrotechnique – Electronique), ils perdent des effectifs pour regrouper respectivement 10,2 % et 9,8 % des élèves et apprentis en 2004.

>>> Approche par niveau de formation

2004/2005	Niveaux I et II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Total
Effectifs de la zone d'emploi	36	593	1 981	2 930	80	5 620
Proportions d'effectifs	0,6 %	10,6 %	35,3 %	52,1 %	1,4 %	100 %

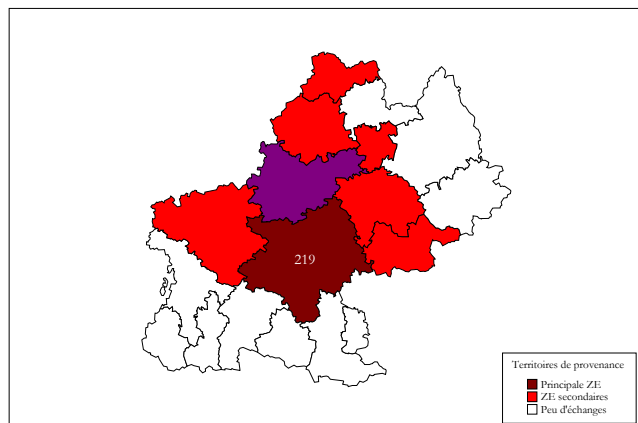
Evolution des proportions d'effectifs par niveau de formation



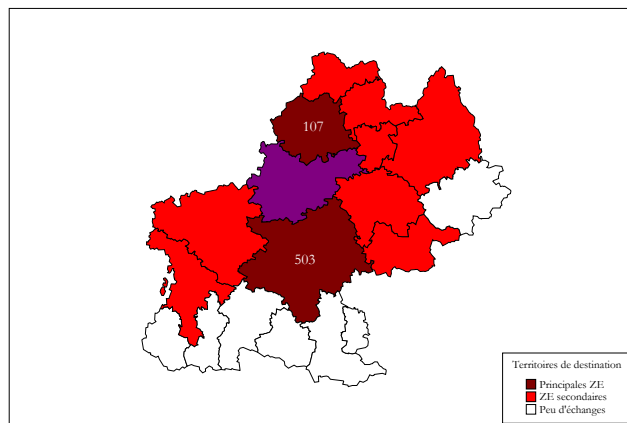
➔ Plus d'un élève ou apprenti sur deux est inscrit dans une formation de niveau V.
De façon globale, l'offre de formation reste concentrée dans les niveaux IV et V ; depuis 2000, sur les 34 ouvertures de sections de formation sur la zone, 25 relèvent de diplômes de niveaux IV ou V.

>>> Mobilité

Elèves venant se former sur la zone d'emploi

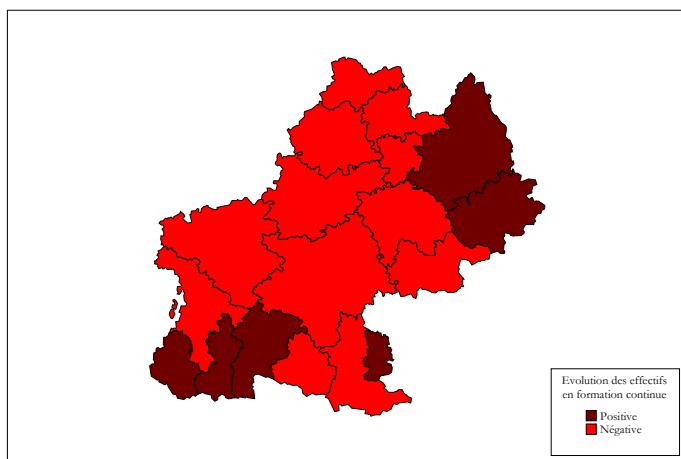


Elèves allant se former hors de la zone d'emploi



➔ La principale zone d'emploi de provenance est **Toulouse** (53 % des entrants). C'est également la principale zone de destination (50 % des partants) suivie de Cahors (11 %).

Formation professionnelle continue



Evolution des effectifs entre 2003 et 2004

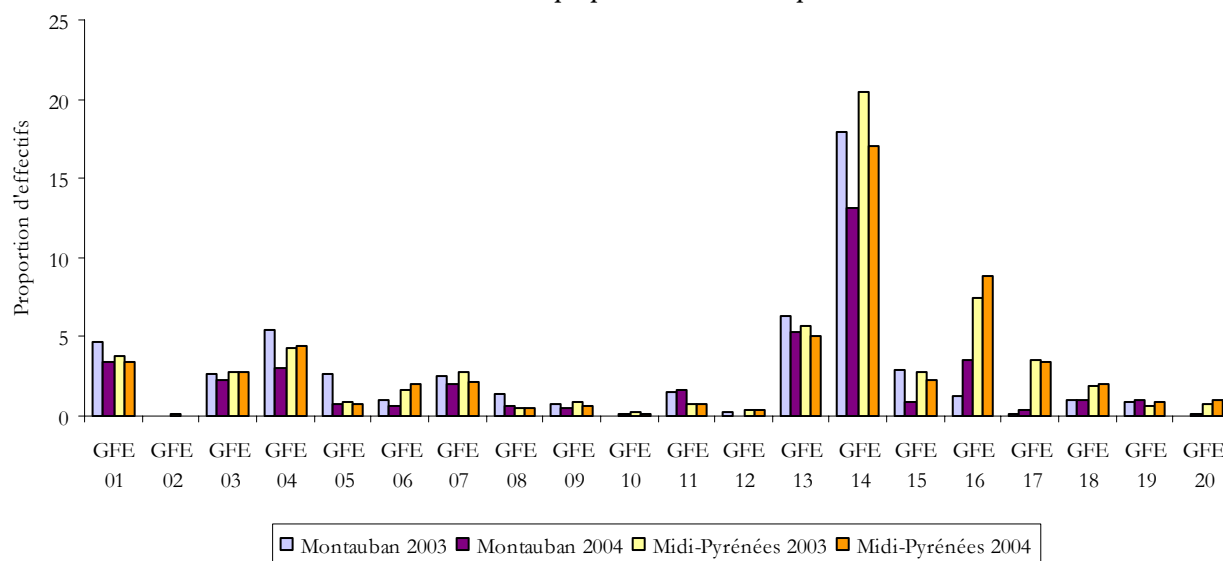
	Montauban 2004	Evo. 03/04	Midi-Pyrénées 2004	Evo. 03/04
Effectifs	2 026	↘	43 117	↗
Part FPC courte durée (moins de 300 h.)	49,4 %	↗	40,5 %	→
Part FPC qualifiante (plus de 300 h.)	50,6 %	↘	59,5 %	→
Part des femmes	51,6 %	↗	50,8 %	↗
Part des jeunes (moins de 26 ans)	36,9 %	↘	33,1 %	↘
Part des formations de niveau III	2,2 %	↘	8,4 %	↗
Part des formations de niveaux V et infra V	62,3 %	→	51,4 %	↗

→ La zone d'emploi de Montauban compte **2 026 personnes en formation professionnelle continue** en 2004, elles étaient 2 259 en 2003. La formation continue sur la zone se caractérise par une faible proportion de formation de niveau supérieur et par un équilibre entre les formations de courte durée et les formations qualifiantes (plus de 300 heures).

>>> Approche par GFE

2004	GFE 01	GFE 02	GFE 03	GFE 04	GFE 05	GFE 06	GFE 07	GFE 08	GFE 09	GFE 10	GFE 11
Effectifs de la zone d'emploi	70	0	46	61	16	12	41	12	11	2	34
	GFE 12	GFE 13	GFE 14	GFE 15	GFE 16	GFE 17	GFE 18	GFE 19	GFE 20	Autre	Total
	1	108	266	17	72	7	21	20	3	1 206	2 026

Evolution des proportions d'effectifs par GFE

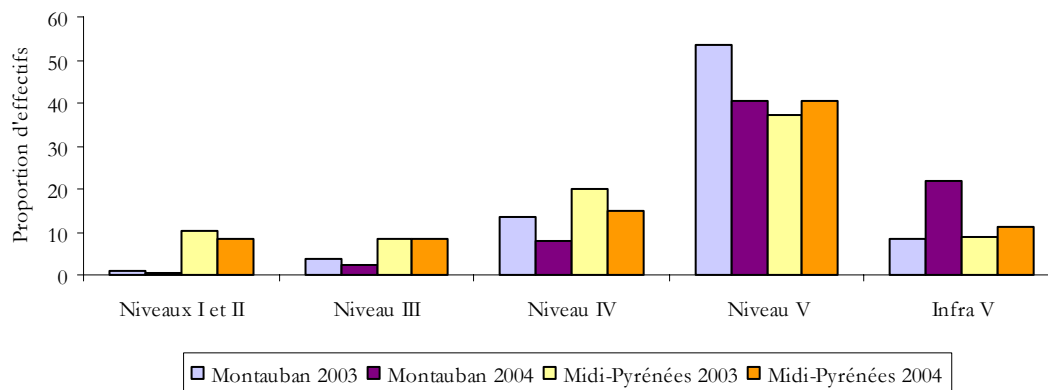


→ Les stagiaires de la formation continue se répartissent en faibles effectifs parmi tous les GFE. **Seuls se distinguent le GFE 14 (Tertiaire de bureau – Tertiaire spécialisé)**, qui rassemble 13,1 % des stagiaires en 2004 (contre 18 % en 2003) **et le GFE 13 (Transports – Conduite – Manutention – Magasinage)** qui regroupe 5,3 % des effectifs totaux en 2004 contre 6,3 % l'année précédente. Dans la catégorie Autre, 875 stagiaires sont inscrits dans une formation d'aide à l'insertion sociale et professionnelle (GFE 22) et 94 suivent une formation générale – développement personnel (GFE 21).

>>> Approche par niveau de formation

2004	Niveaux I et II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Infra V	Pas de niveau	Non renseigné	Total
Effectifs de la zone d'emploi	6	45	164	818	443	326	224	2 026
Proportions d'effectifs	0,3 %	2,2 %	8,1 %	40,4 %	21,9 %	16,1 %	11 %	100 %

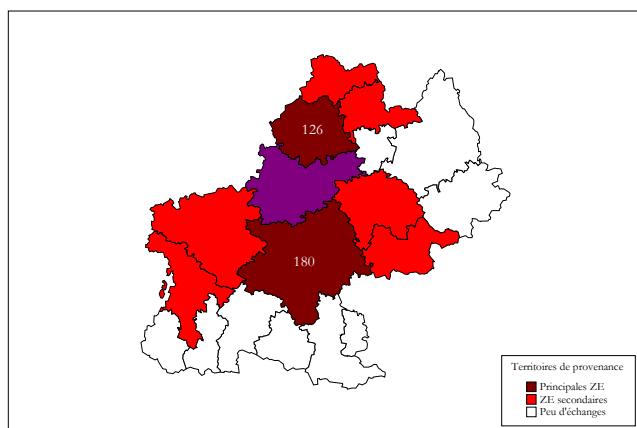
Evolution des proportions d'effectifs par niveau de formation



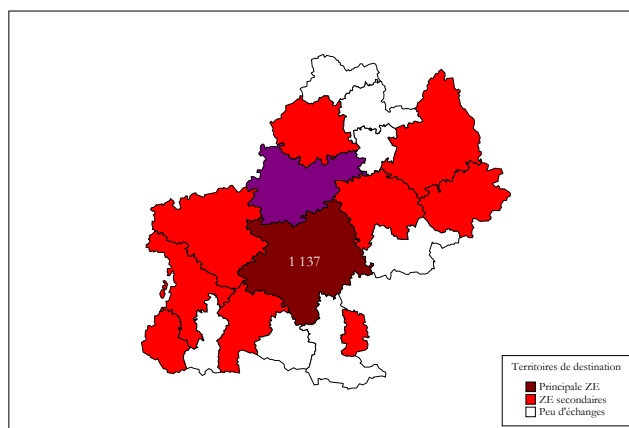
→ Les formations de niveau Vbis et VI (Infra V) sont en proportion beaucoup plus représentées dans la zone d'emploi que dans la région en 2004. Il s'agit essentiellement de formation d'aide à l'insertion sociale et professionnelle. Les formations de niveau supérieur sont marginales.

>>> Mobilité

Effectifs venant se former sur la zone d'emploi

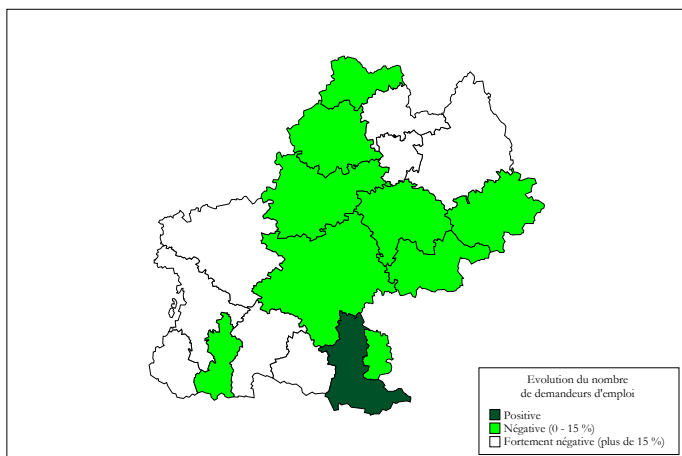


Effectifs allant se former hors de la zone d'emploi

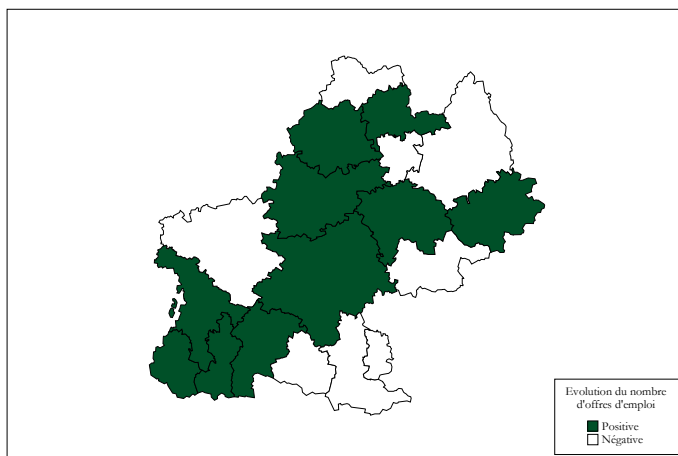


→ Les principales zones d'emploi de provenance sont Toulouse et Cahors avec respectivement 34 % et 24 % des stagiaires. Concernant les stagiaires qui partent de la zone d'emploi pour se former, 82 % rejoignent la zone de Toulouse.

MARCHÉ DU TRAVAIL



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi entre 2000 et 2005



Evolution du nombre d'offres d'emploi entre 1999 et 2004

➔ Avec un **taux de chômage de 11 % en 2005**, la zone d'emploi de Montauban se trouve parmi les plus touchées en Midi-Pyrénées (moyenne régionale : 9,8 %). Ces cinq dernières années, la demande d'emploi a baissé de 7,3 %, une baisse moins marquée qu'à l'échelle régionale (- 10,5 %). Entre 1999 et 2004, les offres d'emploi progressent, + 6,5 %, mais à un rythme bien plus faible que l'évolution régionale, + 14,8 %.

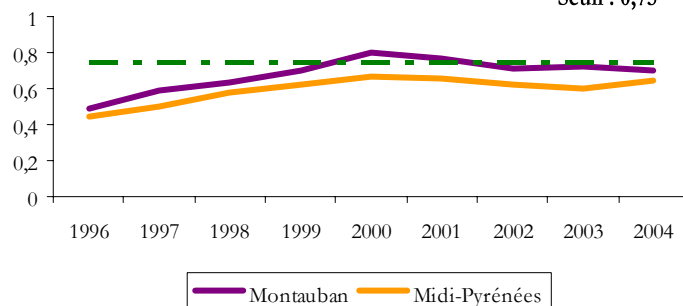
	Montauban		Midi-Pyrénées	
	2005	Evo. 00/05	2005	Evo. 00/05
Effectifs	9 709	↘	120 329	↘
Part des employés et ouvriers	76,3 %	↘	65,8 %	↘
Part des cadres et professions intermédiaires	22,5 %	↗	32,9 %	↗
Part des femmes	53,8 %	↘	51,8 %	↘
Part des jeunes (moins de 25 ans)	18,3 %	↗	15,9 %	↗
Part des chômeurs longue durée	33,3 %	↘	32,9 %	↘

	Montauban		Midi-Pyrénées	
	2004	Evo. 99/04	2004	Evo. 99/04
Effectifs	10 516	↗	124 181	↗
Part des employés et ouvriers	90,9 %	↗	79,9 %	↘
Part des cadres et professions intermédiaires	9 %	↘	20 %	↗
Part des offres pour un emploi de plus de 6 mois	28,7 %	↘	44 %	↘
Part des offres émanant d'ent. de moins de 50 sal.	87,6 %	↘	80 %	↘

	Montauban		Midi-Pyrénées	
	2004	Evo. 99/04	2004	Evo. 99/04
Taux de tension global	0,7	↗	0,64	↗

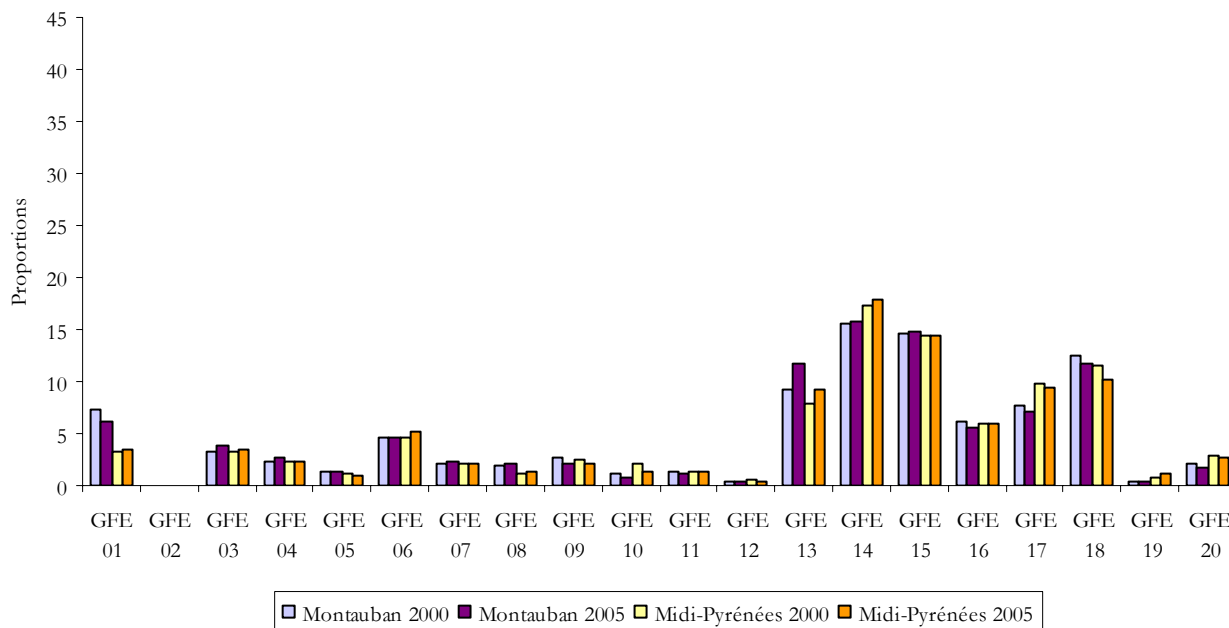
Evolution du taux de tension entre 1996 et 2004

Seuil : 0,75



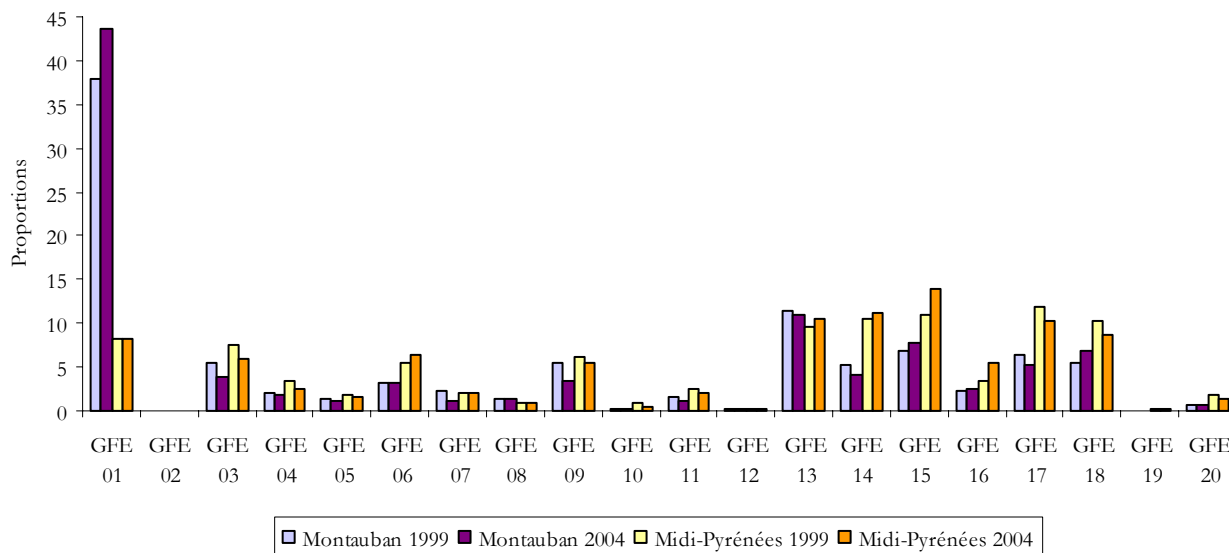
>>> Approche par GFE

Evolution des demandeurs d'emploi par GFE



→ 11,6 % des demandeurs d'emploi relèvent du **GFE 13 (Transports – Conduite – Manutention – Magasinage)** contre 9,2 % en région en 2005 et la demande dans ce GFE a augmenté de 16 % ces cinq dernières années. C'est un des rares GFE qui enregistre une hausse des effectifs, la tendance générale est à la baisse (7,3 %) et les GFE les plus représentés, le 14 (Tertiaire de bureau – Tertiaire spécialisé) et le 15 (Commerce et distribution) suivent cette évolution avec une réduction respective de 6 et 5 %.

Evolution des offres d'emploi par GFE

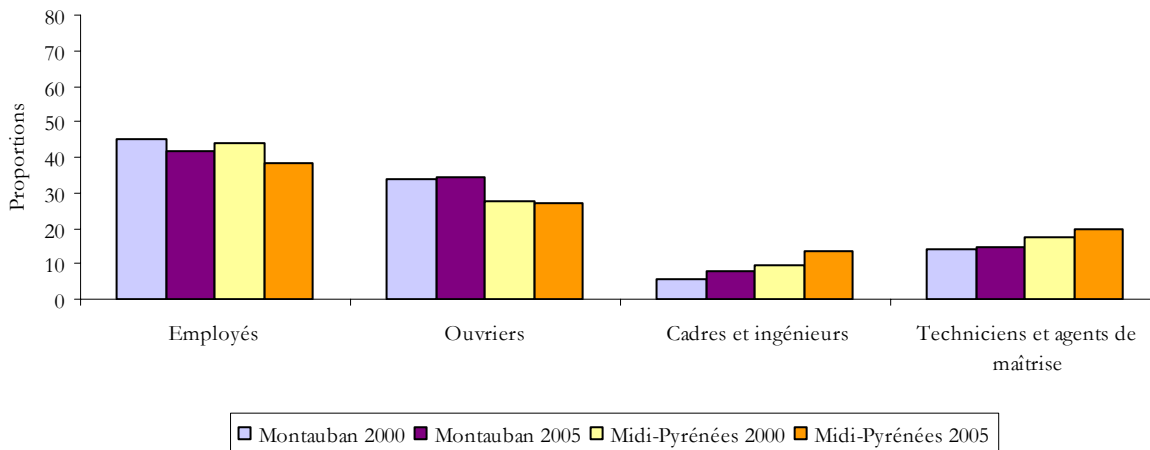


→ **Le GFE 01 (Agriculture) est un cas particulier** dans une zone très agricole qui représente le 3^e verger de France. Si ce GFE rassemble 43,6 % des offres d'emploi en 2004, il s'agit essentiellement d'emploi saisonnier. **Plus de 90 % de ces offres concernent des emplois d'une durée inférieure à 6 mois.**

Les GFE 14 (Tertiaire de bureau – Tertiaire spécialisé) et 18 (Nettoyage – Assainissement – Environnement – Sécurité) suivent la tendance inverse de celle observée au niveau régional : les offres du GFE 14 baissent de 17 % (hausse de 22 % en région), celles du GFE 18 augmentent de 34 % (baisse régionale de 2 %).

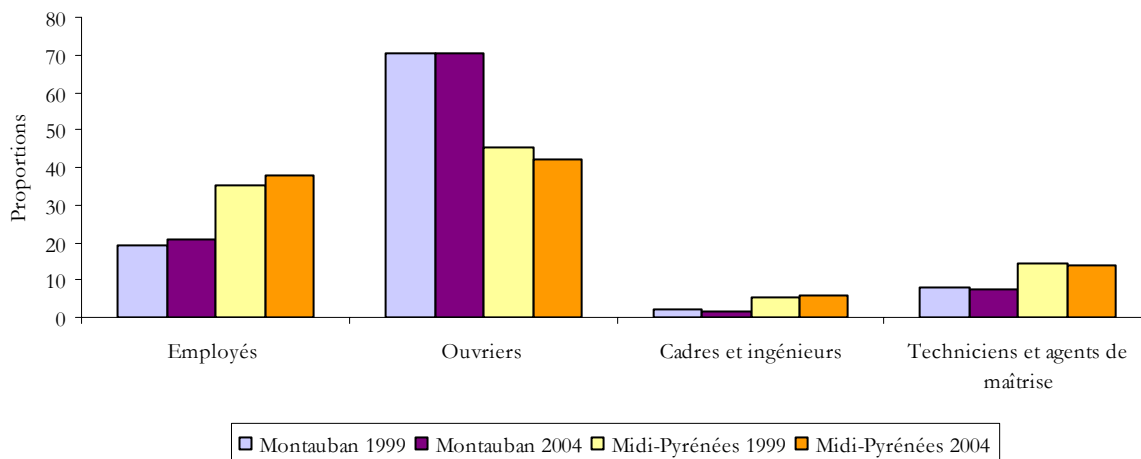
>>> Approche par catégorie socioprofessionnelle

Evolution des demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle



→ La demande d'emploi se concentre sur les catégories employés et ouvriers de manière plus marquée qu'en région ; ces catégories socioprofessionnelles rassemblent plus des trois quarts des demandeurs de la zone. Les catégories supérieures sont moins représentées et le chômage chez les cadres et ingénieurs a augmenté de 25 % ces cinq dernières années.

Evolution des offres d'emploi par catégorie socioprofessionnelle



→ Plus de 70 % des offres déposées en 2004 concernent des postes d'ouvriers (dont ouvriers agricoles cf. page 15). Les offres d'emploi pour des postes de cadres et techniciens, déjà très faibles en volume, enregistrent une baisse de 4 % entre 1999 et 2004.

>>> Taux de tension*

→ Le taux de tension très élevé du GFE 01 (Agriculture) s'explique par un besoin important de salariés agricoles, le plus souvent saisonniers, et un faible nombre de candidats.

De manière générale, à l'échelle des GFE, on n'observe pas de difficultés de recrutement particulières, excepté pour le GFE 09 (Production alimentaire – Cuisine), domaine en tension dans la plupart des zones d'emploi.

Quel que soit le GFE, la zone de Montauban rencontre comparativement à la région moins de difficultés de recrutement.

2004	Montauban			Midi-Pyrénées
	Demandes d'emploi	Offres d'emploi	Taux de tension	Taux de tension
GFE 01	1 027	4 582	4,46	1,55
GFE 02	7	0	0	0,07
GFE 03	652	420	0,64	0,9
GFE 04	452	185	0,41	0,59
GFE 05	197	118	0,6	0,84
GFE 06	693	345	0,5	0,79
GFE 07	266	118	0,44	0,74
GFE 08	285	140	0,49	0,54
GFE 09	337	352	1,04	1,31
GFE 10	94	28	0,3	0,42
GFE 11	194	131	0,68	0,93
GFE 12	24	14	0,58	0,63
GFE 13	1 592	1 165	0,73	0,79
GFE 14	1 773	434	0,24	0,52
GFE 15	2 114	805	0,38	0,66
GFE 16	743	268	0,36	0,62
GFE 17	1 092	554	0,51	0,68
GFE 18	1 411	724	0,51	0,63
GFE 19	62	5	0,08	0,1
GFE 20	212	62	0,29	0,42
Total	15 000	10 516	0,7	0,64

* Le taux de tension se calcule par un rapport entre offres et demandes d'emploi. Plus le chiffre est élevé, plus le nombre d'offres d'emploi dépasse le nombre de demandeurs. On estime que lorsque ce rapport excède 0,75, le marché du travail est tendu en ce sens que les demandes d'emploi ne sont pas suffisantes.

Métiers recherchés et connaissant des difficultés de recrutement

Enquête BMO 2005, Assefic

- Aides-soignants
- Maçons qualifiés
- Représentants, VRP
- Cadres commerciaux et technico-commerciaux
- Ouvriers non qualifiés des industries agro-alimentaires
- Agents de gardiennage et de sécurité
- Conducteurs routiers et grands routiers
- Plombiers et chauffagistes qualifiés
- Professionnels salariés de la santé...

Au-delà des chiffres...

➔ La zone d'emploi de Montauban est portée par une forte tradition agricole. Autour du secteur agro-alimentaire gravitent de nombreuses entreprises de la zone au sein de deux pôles essentiels régionaux : le pôle fruitier et le pôle laitier. Le premier offre un Marché d'intérêt national (MIN) et pas moins d'une centaine d'entreprises de commerce de gros de fruits et légumes dont 26 sur Montauban (17 au Marché-Gare) et 25 sur Moissac.

Le second, avec trois groupes implantés à Montauban, draine la production des départements voisins et participe à l'approvisionnement de grandes marques nationales. Les trois unités de collecte et de transformation relèvent de deux groupes nationaux, classés respectivement aux 1^{er} et 2^e rangs français, Besnier et Sodiaal, et d'un groupe espagnol, Leche Pascual.

➔ Riche également en PME et PMI, le tissu économique se compose d'entreprises très performantes dans des secteurs de pointe à fort potentiel de développement comme l'électronique (plateforme Micropacc spécialisée dans l'assemblage électronique à Montauban), l'aéronautique (groupe international Liebherr Aerospace à Campsas) et l'agro-industrie (Nutritis dans la pépinière d'entreprises Novalia de Montauban).

➔ En matière de formation, la plateforme Micropacc est en totale harmonie avec le développement économique local grâce à un centre de formation de techniciens en assemblage électronique, un centre de ressources au service de l'industrie électronique et un centre de compétences pour la recherche et l'innovation.

➔ En matière de communications, la zone d'emploi de Montauban est idéalement située au carrefour de deux routes nationales, de deux autoroutes (A20/A62), du canal, de deux lignes de chemin de fer et à proximité immédiate d'un aéroport international.

Sources : Midi-Pyrénées expansion, Agence de développement économique du Tarn-et-Garonne et la Chambre de commerce et d'industrie de Montauban et de Tarn-et-Garonne, Montauban développement.

FICHE PRATIQUE

>>> Groupes formation emploi (GFE)

- 01 Agriculture
- 02 Pêche - Mer - Aquaculture
- 03 Bâtiment gros œuvre - Génie civil - Extraction
- 04 Bâtiment : équipements et finitions
- 05 Structures métalliques - Travail des métaux - Fonderie
- 06 Mécanique - Automatismes
- 07 Electricité - Electrotechnique - Electronique
- 08 Travail des matériaux - Industries de process - Laboratoire
- 09 Production alimentaire - Cuisine
- 10 Textile - Habillement - Cuir
- 11 Travail du bois
- 12 Techniques graphiques - Impression
- 13 Transports - Conduite - Manutention - Magasinage
- 14 Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé
- 15 Commerce et distribution
- 16 Paramédical - Travail social - Soins personnels
- 17 Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Sports - Animation socioculturelle - Loisirs
- 18 Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité
- 19 Techniques de la communication - Média
- 20 Arts appliqués - Arts du spectacle
- 21 Formations générales - Généralistes - Développement personnel
- 22 Formations d'aide à l'insertion sociale et professionnelle

>>> Niveaux de formation

Niveau I : Bac + 4 et plus	Niveau IV : Niveau bac
Niveau II : Bac + 3	Niveau V : CAP - BEP
Niveau III : Bac + 2	Niveau VI : Non qualifiés

>>> Sources

Emploi

Assedic 2004
Insee, estimations d'emploi au 31 décembre 2003
Insee, recensements de la population 1990 et 1999
Datar www.territoires.gouv.fr

Formation professionnelle initiale

Académie de Toulouse 2000-2001 et 2004-2005
Draf 2000-2001 et 2004-2005
Drass 2000 et 2004
Région Midi-Pyrénées 31 décembre 2000 et 31 décembre 2003

Formation professionnelle continue

Afpa 2003 et 2004
Assedic 2003 et 2004
Fongécif 2003 et 2004
Région Midi-Pyrénées 2003 et 2004

Marché du travail

Assedic, enquête besoins en main-d'œuvre 2005
Drtefp Midi-Pyrénées 1999, 2000, 2004 et 2005

**Contribution
au diagnostic du PRDF
en téléchargement
sur le site**

**www.cariforef-mp.asso.fr
Rubrique « Point doc »**



CarifOref Midi-Pyrénées
Immeuble Buroplus - rue de Sienne - BP 325 - 31313 Labège cedex
Tél. : 05 62 24 05 99 - Fax : 05 62 24 05 98
[www. cariforef-mp.asso.fr](http://www.cariforef-mp.asso.fr)

